

Table des matières

Introduction	1
1. L'essentiel des changements apportés par le projet et leur logique économique : paiements plus ciblés et résilience renforcée face au marché	5
1.1. Le remodelage des paiements directs du premier pilier	6
1.1.1. Plusieurs paiements ciblés	6
1.1.2. Plafonnement, redistribution, simplification	7
1.2. Des mesures pour affronter l'instabilité et le faible pouvoir de marché	8
1.3. Maintien des deux piliers existants	9
1.4. Les objectifs et la logique économique du projet : une bonne cohérence formelle	10
2. Aides directes : un verdissement réel mais encore pâle	13
2.1. Nécessité d'un maillage spatial des surfaces d'intérêt écologique	14
2.2. Faiblesse du dispositif prairies et de l'intégration de la directive-cadre Eau	17
3. Plafonnement des aides par exploitation et convergence des taux par hectare : vers une répartition plus homogène et plus équitable ?	21
3.1. Plafonnement et emplois : un bon argument détourné	22
3.2. Homogénéisation et convergence : redistribution possible entre régions, entre pays, et entre spécialisations	23
4. Un ciblage insuffisant pour l'efficacité des dépenses publiques	27

4.1. Un verdissement coûteux pour un service donné et de possibles effets pervers	27
4.2. Transmission et capitalisation des paiements non contractuels	29
4.3. Ciblage sur des objectifs multiples et parfois ambigus	31
4.3.1. L'ambiguïté des paiements de base et des paiements écologiques	31
4.3.2. Un ciblage insuffisant des autres paiements directs	32
5. Gestion des risques et pouvoir de marché : des améliorations trop limitées pour une faiblesse structurelle	35
5.1. Une nouvelle gestion des risques combinant prévention et dispositif anticrise	36
5.2. Un redressement partiel du pouvoir de marché	37
6. Maintien des deux piliers du budget : un compromis prudent loin des enseignements du fédéralisme budgétaire	43
6.1. Deux des trois logiques de distinction des deux piliers régressent	44
6.2. Vers une structure logique de subsidiarité et du cofinancement en trois piliers	48
6.3. Au delà des règles de cofinancement des piliers, les nouveaux instruments sont plus cohérents et mieux ciblés	51
Conclusions	53
Annexe : Convergence possible des paiements à l'hectare en France entre 2011 et 2019	59
Glossaire des acronymes utilisés	65
Bibliographie	67
Sélection de publications de <i>Notre Europe</i>	71